Gazzetta Ufficiale
DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1904 — Roma — Giovedì 4 febbraio — Numero 28

DIREZIONE in Via Larga nel Palazzo Baleani | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | **AMMINISTRAZIONE** in Via Larga nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione:	anno L. 32;	semestre L. 17;	trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno	» » 36;	» » 19;	» » 10
Per gli Stati dell'Unione postale:	» » 80;	» » 41;	» » 22

Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. 10 — nel Regno cent. 15 — arretrato in Roma cent. 20 — nel Regno cent. 30 — all'Estero cent. 35
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

Parte Ufficiale

LEGGI E DECRETI

Il Numero 15 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione conclusa tra l'Italia e la Svizzera il 16 maggio 1903 per il trasferimento alla Confederazione elvetica della concessione fatta dal Governo italiano alla Compagnia Giura Sempione, per la costruzione e l'esercizio sul territorio del Regno della linea ferroviaria del Sempione, convenzione le cui ratifiche sono state scambiate a Roma, il 13 gennaio 1904.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 gennaio 1904.

VITTORIO EMANUELE

TITTONI.
TEDESCO.
PEDOTTI.
LUZZATTI.

Visto: *Il Guardasigilli:* RONCHETTI.

CONVENZIONE fra l'Italia e la Svizzera per il trasferimento alla Confederazione elvetica della concessione fatta dal Governo italiano alla Compagnia Giura-Sempione per l'esercizio della linea del Sempione.

(16 maggio 1903)

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse désirant régler les conditions du transfert à la Confédération de la concession faite par le Gouvernement italien à la Compagnie du Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon sur le territoire du Royaume, ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie

Son Excellence M. Costantino Morin, Vice-Admiral, Sénateur du Royaume, Son Ministre pour les affaires étrangères, et

Le Conseil Fédéral Suisse

Monsieur J. B. Pioda, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majestè le Roi d'Italie,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1.

La Confédération suisse remplace la Compagnie du Jura-Simplon et sera considérée comme substituée à celle-ci dans tous les droits et dans l'accomplissement de toutes les obligations qui découlent du traité du 25 novembre 1895 et des conventions des 22 février 1896 et 2 décembre 1899.

Art. 2.

Il est entendu que les obligations concernant les garanties données par le Gouvernement fédéral et son action vis-à-vis de la Compagnie Jura-Simplon, dans l'intérêt des deux Etats ou de l'Italie seulement, telles que ces obligations résultent du traité du 25 novembre 1895, restent intactes et auront les mêmes effets que si la substitution de la Confédération à la Compagnie n'avait pas eu lieu.

Art. 3.

Tout différend qui pourrait surgir entre le Gouvernement fédéral, en sa qualité de concessionnaire, et le Gouvernement italien, sera résolu dans la forme établie par l'article 9 de la convention du 22 février 1896.

Art. 4.

L'art. 13 du traité du 25 novembre 1895 est remplacé par le suivant:

— La Confédération suisse s'engage à construire, sans aucun concours de la part de l'Italie, la deuxième voie aussitôt que le produit brut du trafic entre Brigue et Domodossola aura dépassé 50,000 francs par kilomètre de la longuer effective et par année.

La deuxième voie sera ouverte à l'exploitation dans un délai maximum de cinq ans, à partir du moment où il aura été officiellement constaté que le chiffre de 50,000 francs est dépassé.

Le Gouvernement italien sera tenu de prolonger, dans le même délai, la seconde voie entre Iselle et Domodossola. —

Art. 5.

Aux articles 252, 253, 254 de la loi italienne sur les travaux publics du 20 mars 1865, mentionnés à l'article 15 du cahier des charges annexé à la convention du 22 février 1896, est ajouté l'art 251 de la même loi. Il n'est rien changé au délai d'achèvement prévu par l'art. 2 du même cahier des charges.

Le dernier alinéa de l'art. 10 du traité du 25 novembre 1895 est supprimé.

Art. 6.

A l'article 7 du traité du 25 novembre 1895 est ajouté ce qui suit:

— Il est entendu que le contrôle et la surveillance, de la part du Conseil fédéral, sur l'exécution des travaux, dont il a été question à l'alinéa précédent, se bornent aux travaux accessoires qui ont pour but de permettre l'exploitation des chemins de fer; par conséquent, le contrôle et la surveillance en question ne pourront pas s'exercer sur les travaux que l'Italie, pour sa défense, croira devoir construire à ses frais au débouché sud du tunnel ou dans le tunnel même, sur le parcours empruntant son territoire. Pour ces travaux, le Gouvernement italien aura un personnel à soi, il éxercera la surveillance par ses agents et prendra, lorsqu'il le croira nécessaire, toutes les mesures pour garantir le secret sur la nature et la position des travaux en question.

Des ententes directes entre le Gouvernement italien et le Gouvernement suisse régleront tous les détails qui se rattachent à la question militaire, c'est-à-dire à l'accès des agents de l'Administration militaire dans le tunnel pour procéder aux travaux militaires et aux dispositions prises pour assurer le secret sur la nature et la position de ces travaux.

Il est entendu que la construction de ces ouvrages devra se concilier avec les éxigences de l'exploitation et de sa sécurité, et que l'Etat italien assume la responsabilité des accidents et des dommages que la construction de ces ouvrages pourra occasionner. —

Art. 7.

A l'article 13 du même traité est ajouté l'alinéa suivant:

— Si lors de la construction de la deuxième voie l'Italie croit devoir ériger des fortifications, soit au débouché sud du tunnel soit à l'intérieur, la réserve ajoutée à l'article 7, à propos du contrôle et de la surveillance des travaux, sera également applicable. —

Art. 8.

À l'article 14 du cahier des charges annexé à la convention du 22 février 1896 est ajouté l'alinéa qui suit:

— Le Gouvernement italien et le Gouvernement suisse se mettront d'accord, à l'occasion de la convention prévue par l'article 2 de la convention du 22 février 1896, pour assurer l'application des dispositions du premier alinéa du présent article. —

Art. 9.

À l'article 13 de la convention du 2 décembre 1899 est ajouté ce qui suit:

— Comme conséquence du droit de souveraineté mentionné au premier alinéa du présent article, et sauf les restrictions imposées par la sécurité de l'exploitation, les agents de l'Administration militaire italienne auront accès aux fortifications situées dans la portion italienne du grand tunnel. Ces fortifications pourront, au besoin, être pourvues de corps de garde ou de sentinelles. —

Art. 10.

L'Italie se réserve d'exiger les mesures que pourrait nécessiter, dans l'exploitation de la ligne sur territoire italien, son intérêt militaire. Elle aura, en tout temps, la faculté de faire circuler des trains purement militaires, avec personnel et matériel italiens, sur le tronçon Domodossola-frontière, mais avec les réserves suivantes:

a) les trains ne pourront être mis en circulation qu'après entente sur leur marche avec l'Administration des chemins de fer suisses. Les locomotives et les wagons pour ces trains seront fournis par les chemins de fer italiens;

b) l'Administration des chemins de fer suisses sera indemnisée par l'Administration militaire italienne pour tous les dommages que ces trains militaires viendraient lui occasionner.

L'Italie pourra, en outre, faire escorter les trains circulant sur le dit tronçon par des agents italiens, militaires ou civils, soit pour veiller aux transports militaires chargés sur les trains, soit pour tout autre motif d'ordre militaire. Elle pourra aussi exiger l'arrêt d'un train ordinaire dans un point quelconque du même tronçon; mais il est entendu que, eu égard aux éxigences du trafic, les autorités militaires italiennes ne feront usage de ce droit qu'en cas exceptionnel et après entente préalable avec l'Administration des chemins de fer suisses.

Art. 11.

Les Gouvernements italien et suisse sont convenus d'instituer une Délégation internationale spéciale, ayant siège à Berne, pour les affaires du chemin de fer du Simplon.

Cette Délégation sera convoquée périodiquement, outre les cas extraordinaires, selon les dispositions du règlement qui sera établi d'accord entre les deux Gouvernements. Elle se composera de quatorze membres, dont sept nommés par le Gouvernement suisse et sept par le Gouvernement italien; elle sera présidée « ex officio » par le Président de la Direction générale des chemins de fer fédéraux, et aura aussi un vice-président choisi par elle-même entre les représentants de l'Italie.

Art. 12.

La Délégation aura pour mission:

a) de recevoir toutes les communications concernant directement ou indirectement les éléments du trafic du Simplon, de

veiller au développement de ce trafic dans le sens de l'article 14 du traité du 25 novembre 1895, et d'émettre des vœux et des propositions dans l'intérêt du dit trafic, sans avoir, toutefois, la compétence de voter des résolution ayant un caractère obligatoire;

b) de s'assurer, par son contrôle, que les obligations incombant à l'Administration des chemins de fer fédéraux, succédant à la Compagnie Jura-Simplon, sont strictement éxécutées, notamment en ce qui concerne les horaires et les tarifs;

c) de contrôler les comptes de construction, le mouvement des recettes et des frais d'exploitation et les bilans de la gestion de la ligne du Simplon, qui lui devront être communiqués;

d) de référer aux Gouvernements intéressés sur les communications reçues et sur les observations faites, et de leur présenter toutes les propositions utiles au développement du chemin de fer du Simplon.

Tout ce qui concerne le fonctionnement de la Délegation, ainsi que la forme de ses résolutions, sera détérminé dans le réglement.

Art. 13.

En cas de différends entre les représentations italienne et suisse au sein de la Délégation, il y aura lieu au recours à la décision des deux Gouvernements.

Art. 14.

Les frais de la Délégation seront supportés par moitié par les deux Etats.

Art. 15.

Le délai de trente ans établi par l'art. 5 de la convention du 22 février 1896 pour le rachat éventuel de la concession de la part du Gouvernement italien est réduit à quinze ans. Dans ce cas, la déduction du montant des subventions aura lieu seulement pour la somme effectivement versée.

Si, au contraire, le rachat est effectué après la trentième année la déduction sera calculée sur le montant intégral des subventions accordées, bien que non entièrement versées.

Art. 16.

Pour ce qui concerne la subvention de 600,000 lires, allouée par le Gouvernement italien à la Compagnie Jura-Simplon par le contrat du 15 juin 1893, le Gouvernement du Roi est libéré de tous les versements sur le montant de ses engagements, à partir de la date 5 mai 1902 du procès-verbal des bases préliminaires pour le rachat, concordées entre la Confédération et la Compagnie Jura-Simplon. Les versements éventuellement effectués après la date susdite seront remboursés.

Le Gouvernement du Roi est également libéré de tous risques quelconques quant à l'achèvement du tunnel.

Art. 17.

Il est reconnu que le droit fixe d'enregistrement d'une lire, prévu par l'article 3, chiffre 4, de la convention du 22 février 1896 s'applique:

1° au présent acte de transfert de concession, dont l'approbation est réservée au Gouvernement italien par l'article 8 de la susdite convention;

2° aux déclarations réciproques de la Compagnie Jura-Simplon et des subventionnants italiens du Simplon, concernant la renonciation de la Compagnie au solde non encore versé des subventions, et celle des subventionnants italiens à leurs droits dans la liquidation de la Compagnie, ces actes rentrant dans la catégorie de ceux qui sont prévus par l'article 3, chiffre 4, *b*, de la convention du 22 février 1896.

Toutes les autres dispositions contenues dans le dit article 3 restent inaltérées.

Art. 18.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le 16 mai dix-neuf-cent-trois.

(*L. S.*) E. MORIN. (*L. S.*) G. B. PIODA.

Il Numero 18 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto il Messaggio in data del 29 gennaio 1904, col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati notificò essere vacante il Collegio elettorale di Acquaviva delle Fonti (Bari);

Veduto l'articolo 80 del testo unico della legge elettorale politica, approvata con R. decreto 28 marzo 1895, n. 83;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Collegio elettorale di Acquaviva delle Fonti (Bari) è convocato pel giorno 21 febbraio 1904, affinchè proceda alla elezione del proprio Deputato.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 28 successivo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d' Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 4 febbraio 1904.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli*: RONCHETTI.

Il Numero 19 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto il Messaggio in data del giorno 29 gennaio 1904, col quale l'ufficio di Presidenza della Camera dei deputati notificò essere vacante il Collegio elettorale di Marostica (Vicenza);

Veduto l'articolo 80 del testo unico della legge elettorale politica, approvato con R. decreto 28 marzo 1895, n. 83;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Collegio elettorale di Marostica (Vicenza) è convocato per il giorno 21 febbraio 1904, affinchè proceda alla elezione del proprio deputato.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 28 successivo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 4 febbraio 1904.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli*: RONCHETTI.

MINISTERO DELLA GUERRA

Disposizioni *fatte nel personale dipendente:*

UFFICIALI IN SERVIZIO ATTIVO PERMANENTE.

Stato maggiore generale.

Con R. decreto del 21 gennaio 1904:

Bertoldo cav. Giovanni, maggiore generale comandante brigata Friuli, promosso tenente generale e nominato comandante divisione militare Cagliari, con decorrenza, per gli assegni, dal 1° febbraio 1904.

Corpo di stato maggiore.

Con R. decreto del 14 gennaio 1904:

Barattieri di San Pietro conte e patrizio piacentino Warmondo, capitano in aspettativa, richiamato in servizio.

Con R. decreto del 17 gennaio 1904:

Pigafetta cav. Desiderio, colonnello fanteria comandante collegio militare Napoli, trasferito nel corpo di stato maggiore, continuando nell'anzidetta carica.

Reisoli cav. Ezio, id. comandante 91 fanteria, id. id. id. e nominato capo di stato maggiore VIII corpo armata.

Papini Tullio, capitano 9 artiglieria campagna, id. id. id.

Con R. decreto del 21 gennaio 1904:

Ripamonti Carpano cav. Enrico, colonnello capo di stato maggiore XII corpo armata, collocato in disponibilità.

Arma di fanteria.

Con R. decreto del 17 dicembre 1903:

Barnato Vincenzo, tenente 74 fanteria, collocato a disposizione del Ministero degli affari esteri, dal 26 novembre 1903.

Con R. decreto del 7 gennaio 1904:

Spingardi cav. Carlo, tenente colonnello 54 fanteria, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 1° febbraio 1904.

Cassano cav. Ernesto, maggiore 94 id., id. in aspettativa per motivi di famiglia.

Gotti cav. Enrico, capitano in aspettativa speciale, richiamato in servizio dal 1° gennaio 1904, con decorrenza per gli assegni dal 16 gennaio 1904.

Angeletti cav. Eugenio, id. 94 fanteria — Nagle Salvatore, id. 27 id. — Betti Luigi, id. 4 bersaglieri, collocati in aspettativa speciale.

Liotti Leandro, tenente a disposizione del Ministero degli affari esteri, cessa di essere a disposizione.

Zacco Peron Salvatore, tenente in aspettativa, richiamato in servizio con decorrenza per gli assegni dal 1° gennaio 1904.

Evangelisti Giovanni, id. in aspettativa, richiamato in servizio, con decorrenza per gli assegni dal 1° gennaio 1904.

Martini Alessandro, id. 94 fanteria, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Terici Romeo, id. 65 id., id. id. per infermità temporarie non provenienti dal servizio, con perdita d'anzianità, a senso del n. 4 dell'art. 53 della legge sull'avanzamento.

De Lerma Achille, id. in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, l'aspettativa medesima è prorogata.

Lapolla Ernesto, id. id. id., id. id. id.

Con R. decreto del 14 gennaio 1904:

Collenza Francesco, capitano 11 fanteria — Rocco Michele, id. 62 id. — Burbi Silvio, id. 74 id. — Civiletti Giovanni, id. 94 id., collocati in aspettativa speciale.

Stöffler Adamo, id. 66 id., collocato in aspettativa speciale

Lopresti Edoardo, id. in aspettativa speciale, l'aspettativa medesima è prorogata.

Capialbi Vincenzo, tenente 78 fanteria, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Zanuso Gino, id. 12 bersaglieri, id. id. id.

Arma di cavalleria.

Con R. decreto del 27 dicembre 1903:

Fioccardi cav. Alberto, capitano RR. truppe coloniali, dispensato, a sua domanda, dal 26 ottobre 1903, dal servizio attivo permanente, inscritto col suo grado nel ruolo degli ufficiali di riseva, con anzianità 8 giugno 1897 e nominato con altro R. decreto 26 ottobre 1903 ufficiale coloniale di 1ª categoria, di 4ª classe.

Con R. decreto del 14 gennaio 1904:

Settala Pier Antonio, tenente reggimento lancieri Vittorio Emanuele II, rimosso dal grado e dall'impiego.

Lugaresi Luigi, id. in aspettativa per sospensione dall'impiego, richiamato in servizio con anzianità 17 giugno 1898, con decorrenza per gli assegni, dal 16 gennaio 1904.

I sottodescritti sottotenenti di complemento dell'arma di cavalleria, sono nominati sottotenenti in servizio attivo permanente nell'arma stessa, con riserva d'anzianità, con decorrenza per gli assegni dal 16 gennaio 1904:

Nodari Felice — De Sanctis Giuseppe — Ricca-Rosellini Stefano — Lupi di Moirano Alessandro — Ziluca Luca.

Arma d'artiglieria.

Con R. decreto del 31 dicembre 1903:

Tonelli Carlo, capitano 4 artiglieria campagna (T), collocato a riposo per anzianità di servizio, dal 16 gennaio 1904 ed inscritto nella riserva.

Con R. decreto del 7 gennaio 1904:

Micco cav. Francesco, tenente colonnello direttore artiglieria Napoli, esonerato dall'anzidetta carica, e nominato comandante 14 artiglieria campagna.

Mazzetti cav. Giulio, id. direzione artiglieria Napoli, nominato direttore artiglieria Napoli.

Sordi cav Carlo, id. incaricato delle funzioni di direttore artiglieria Alessandria — Rapisardi cav. Carlo, id. id. id. id. Spezia — Villavecchia cav. Beltrando, id. id. id. officina costruzione artiglieria Genova — Isetta cav. Gio. Battista, id. id. id. artiglieria Genova — Dall'Olio cav. Alfredo, id. id. id. id. Venezia, nominati effettivi alla carica stessa.

Carletti Ottorino, tenente 4 artiglieria campagna, collocato in aspettativa per sospensione dall'impiego.

Con R. decreto del 17 gennaio 1904:

Andreassi cav. Vincenzo tenente colonnello fabbrica armi Torre Annunziata, incaricato funzioni direttore fabbrica armi Torre Annunziata.

Arma del genio.

Con R. decreto del 27 dicembre 1903:

Carli Lorenzo, tenente 5 genio (T), collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 1° gennaio 1904.

Con R. decreto del 24 gennaio 1904:

Primicerio cav. Ferdinando, tenente colonnello direzione genio Genova, incaricato delle funzioni di capo sezione Ministero della guerra, dal 1° febbraio 1904.

Personale permanente dei distretti.

Con R. decreto del 14 gennaio 1904:

Fabozzi cav. Nicola, maggiore 3 bersaglieri, trasferito nel ruolo del personale permanente dei distretti, con decorrenza per gli assegni dal 1° febbraio 1904.

Ranzi cav. Fabio, capitano in aspettativa per sospensione dall'impiego, richiamato in servizio, con decorrenza per gli assegni dal 16 gennaio 1904 e con anzianità 15 aprile 1890.

Personale delle fortezze.

Con R. decreto del 17 gennaio 1904:

Ducros cav. Oscarre, colonnello artiglieria, direttore fabbrica armi Torre Annunziata, trasferito nel ruolo del personale delle fortezze e destinato direzione artiglieria Genova.

Giansana cav. Carlo, tenente colonnello direzione artiglieria Genova, esonerato dall'anzidetto incarico, trasferito direzione artiglieria Torino.

Corpo contabile militare.

Con R. decreto del 14 gennaio 1904:

Sismonda Mauro, tenente contabile reggimento cavalleggeri di Sa-

luzzo, collocato in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio.

Con R. decreto del 17 gennaio 1904:

Rigotti Vittorio, sottotenente contabile 2 fanteria, collocato in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio.

IMPIEGATI CIVILI.

Farmacisti militari.

Con R. decreto del 17 gennaio 1904:

Mirani Celso, farmacista di 3ª classe, in aspettativa per motivi di famiglia, richiamato in servizio dal 1° febbraio 1904.

UFFICIALI IN CONGEDO.

Ufficiali di complemento.

Con R. decreto del 7 gennaio 1904:

Dipietro Sebastiano, tenente fanteria — Vivani Vittorio, id. id. — Romagnoli Federico, sottotenente bersaglieri — D'Ascenzi Luca, id. 3 artiglieria fortezza, accettata la dimissione dal grado.

Bonaccorsi Giuseppe, tenente 3 genio, cessa di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento, per ragione di età.

Con R. decreto del 10 gennaio 1904:

Minneci Filippo, sottotenente fanteria, accettata la dimissione dal grado.

Con R. decreto del 14 gennaio 1904:

Fedelo Vincenzo, tenente fanteria — Acerbotti Luigi, sottotenente id., accettata la dimissione dal grado.

Pelaia Giuseppe, id. id., rettificato il cognome come appresso: Palaja Giuseppe.

Tomei Cesare, sergente in congedo, nominato sottotenente di complemento fanteria.

Zabban Giulio, capitano 2 artiglieria costa, cessa di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età ed è inscritto, col suo grado e colla sua anzianità, nel ruolo degli ufficiali di riserva dell'arma stessa, a sua domanda.

Catalano Angelo, tenente 3 id. id., id. id. id. ed è inscritto col suo grado e colla sua anzianità nel ruolo degli ufficiali di milizia territoriale dell'arma stessa, a sua domanda.

Canzio Anzani, sottotenente 1° id. id. — Riccobono Salvatore, id. deposito speciale Ozieri — Cittadini Giuseppe, id. 18 artiglieria campagna, cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età.

Moretti Ugo, furiere in congedo illimitato, effettivo 4 artiglieria campagna, nominato sottotenente di complemento, arma d'artiglieria (treno), (articolo 11, n. 1, legge 2 luglio 1896).

Clemente Antonio, militare di 1ª categoria, laureato in medicina e chirurgia, id. sottotenente medico di complemento.

Con R. decreto del 17 gennaio 1904:

Amitrano Gennaro, sottotenente fanteria, laureato in medicina e chirurgia, trasferito col suo grado e con la sua anzianità nel corpo sanitario militare.

I seguenti sergenti allievi ufficiali in licenza illimitata, provenienti dai militari di 1ª categoria, laureati in medicina e chirurgia, sono nominati sottotenenti medici di complemento:

Quarto Ernesto — Di Murro Luigi — Tarantini Vitantonio.

Faraggiana Francesco, militare di 3ª categoria in congedo illimitato, laureato in medicina e chirurgia, nominato sottotenente medico di complemento.

Bonelli Antonio, tenente medico, considerato come dimissionario dal grado, a termini dell'art. 3 del R. decreto 12 novembre 1891.

Ufficiali di milizia territoriale.

Con R. decreto del 7 gennaio 1904:

Dezza Ugo, sottotenente cavalleria, dispensato da ogni servizio militare per infermità indipendenti da cause di servizio.

Lavagnino Oreste, tenente 3 artiglieria fortezza, considerato come dimissionario dal grado, a termini dell'articolo 3 del R. decreto 12 novembre 1891.

Nocelli Giovanni, sottotenente 3 id., accettata la dimissione dal grado.

Con R. decreto del 10 gennaio 1904:

Ricci Catullo, tenente fanteria, considerato come dimissionario dal grado, a termini dell'articolo 3 del R. decreto 12 novembre 1891.

Con R. decreto del 14 gennaio 1904:

Polese Giuseppe, tenente 3 artiglieria costa, cessa di appartenere al ruolo degli ufficiali di milizia territoriale, per ragione di età, ed è inscritto, col suo grado e con la sua anzianità, nel ruolo degli ufficiali di riserva dell'arma stessa, a sua domanda.

Pucci Arturo, tenente fanteria — Sabatelli Berardino, sottotenente id. — Nicoletti Luigi, tenente 1° artiglieria fortezza — Bogni Pompeo, id. 2 id. id. — Marino Carlo, id. 2 id. costa — Bosi Giovanni, sottotenente artiglieria, accettate le dimissioni dal grado.

I seguenti militari di truppa congedati, ascritti alla milizia territoriale, sono nominati sottotenenti nella milizia stessa, arma di fanteria:

Santojanni Pasquale — Stuart Giovanni.

Ufficiali di riserva.

Con R. decreto del 7 gennaio 1904:

Vedani Giovanni, tenente carabinieri Reali, dispensato da ogni servizio militare per infermità indipendenti da cause di servizio.

Bozzetti Cottone cav. Filippo, tenente colonnello genio, cessa di appartenere alla riserva per ragione d'età.

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Disposizioni *fatte nel personale dipendente:*

Magistratura.

Con R. decreto del 3 dicembre 1903, sentito il Consiglio dei Ministri:

Casaburi comm. Vincenzo, primo presidente della Corte d'appello di Aquila, è tramutato a Catania.

Mazzella cav. Paolo, procuratore generale presso la Corte d'appello di Catania, è nominato primo presidente della Corte d'appello di Aquila.

Ferrone cav. Francesco, consigliere della Corte d'appello di Napoli, è nominato presidente di sezione della stessa Corte d'appello di Napoli.

Colombo cav. Cesare, consigliere della Corte d'appello di Firenze, è nominato presidente della sezione di Corte d'appello in Modena.

Con R. decreto del 3 dicembre 1903:

Zamboni cav. Silvio, presidente della sezione di Corte d'appello in Modena, è collocato a riposo, a sua domanda, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di presidente di Corte d'appello.

Avigliano cav. Antonio, consigliere della sezione di Corte d'appello in Potenza, è tramutato a Napoli.

Cecchi cav. Giuseppe, consigliere della Corte d'appello di Milano, è tramutato a Firenze.

Cavalli nobile cav. Pio, procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Castelnuovo di Garfagnana, applicato alla procura generale presso la Corte d'appello di Firenze, è tramutato a Cosenza, continuando nella detta applicazione.

Tortora Francesco, vice presidente del tribunale civile e penale di Catania, è nominato consigliere della sezione di Corte d'appello in Potenza.

Guiglia Alessandro, sostituto procuratore del Re presso il tribu-

nale civile e penale di Genova, destinato temporaneamente a prestar servizio presso la R. procura del tribunale di Castelnuovo di Garfagnana, con l'annua indennità di L. 600, è nominato procuratore del Re presso lo stesso tribunale civile e penale di Castelnuovo di Garfagnana.

Pasino Angelo, sostituto procuratore del Re, incaricato di reggere la R. procura presso il tribunale civile e penale di Domodossola con l'annua indennità di L. 600, è nominato procuratore del Re presso lo stesso tribunale civile e penale di Domodossola.

Bertolini Luigi, sostituto procuratore del Re incaricato di reggere la R. procura presso il tribunale civile e penale di Cosenza con l'annua indennità di L. 600, è tramutato a Genova continuando nel detto incarico ed a percepire la stessa indennità di annue L. 600 da prelevarsi sul capitolo 8 del bilancio.

Morosini Edoardo, sostituto procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Roma, è applicato temporaneamente alla procura generale presso la Corte di appello di Roma, con le funzioni di sostituto procuratore generale.

Alaimo Giuseppe, giudice del tribunale civile e penale di Nicosia è collocato in aspettativa, a sua domanda, per infermità, per tre mesi, dal 20 novembre 1903.

Bartoli Arnaldo, pretore a disposizione del Ministero degli affari esteri, adibito ad uffici amministrativi nella Colonia Eritrea, è nominato sostituto procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Siracusa.

Lentini Vincenzo, aggiunto giudiziario presso la R. procura del tribunale di Messina, in aspettativa per motivi di famiglia, ed a causa di servizio militare, a tutto il 30 novembre 1903, è richiamato in servizio dal 1° dicembre 1903 presso la R. procura del tribunale di Messina, con l'annuo stipendio di L. 2000.

De Philippis Vito, pretore del mandamento di Ginosa, è tramutato al mandamento di Mottola.

Albeggiani Ernesto, pretore del mandamento di Troina, è tramutato al mandamento di Ferla.

Campanella Antonino, pretore del mandamento di Ferla, è tramutato al mandamento di Augusta.

Spedalieri Vincenzo, pretore del mandamento di Lentini, è tramutato al mandamento di Chiaramonte Gulfi.

Cagni Vincenzo, pretore del mandamento di Spaccaforno, è tramutato al mandamento di Lentini.

Passanisi Salvatore, pretore del mandamento di Bronte, è tramutato al mandamento di Linguaglossa.

Pistoni Saverio, pretore del mandamento di Bova, è tramutato al mandamento di Campana.

Plessi Adolfo, pretore del mandamento di Montefiorino, è tramutato al mandamento di Pavullo nel Frignano.

Zaccaria Silvestro, pretore del mandamento di Burgio, è tramutato al mandamento di Montemaggiore Belsito.

Puccinelli Camillo, pretore del mandamento di Fonzaso, temporaneamente applicato alla Direzione generale del Fondo per il Culto, è tramutato al mandamento di Zavattarello, continuando nella detta applicazione.

Grano Ferdinando, pretore del mandamento di Montemaggiore Belsito, applicato temporaneamente all'ufficio di segreteria della procura generale presso la Corte d'appello di Palermo, è tramutato al mandamento di Pantelleria, continuando nella detta applicazione.

Vencato Ugo, pretore già titolare del mandamento di Corleone, in aspettativa d'ufficio per causa d'infermità a tutto novembre 1903, è richiamato in servizio dal 1° dicembre 1903, ed è destinato al mandamento di Monte San Giuliano.

Giacomucci Francesco, pretore del mandamento di Vieste, in aspettativa per causa d'infermità a tutto il 25 novembre 1903, è richiamato in servizio dal 26 novembre 1903 presso lo stesso mandamento di Vieste.

Volpe Giuseppe, pretore del mandamento di Conversano, in aspettativa per causa d'infermità dal 29 agosto 1903, è richiamato in servizio dal 1° gennaio 1904 presso lo stesso mandamento di Conversano.

Giusto Nicola, pretore del mandamento di Santo Stefano di Cadore, è collocato in aspettativa per causa d'infermità per quattro mesi dal 15 dicembre 1903.

Puglisi Allegra Michele, pretore del mandamento di Augusta, è collocato in aspettativa per causa d'infermità per due mesi dal 16 dicembre 1903.

Ruggiero Pasquale, pretore del mandamento di Mottola, è collocato in aspettativa per causa d'infermità dal 21 novembre 1903 per tre mesi.

Giannetti Luigi, uditore addetto al tribunale civile e penale di Potenza, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Copparo, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare.

Anania Francesco, uditore presso la Corte d'appello di Palermo, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Aidone, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare.

Fabris Bruno, uditore destinato in temporanea missione di vice pretore presso il mandamento di Tolmezzo, con la mensile indennità di L. 100, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Fonzaso, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare, cessando dal percepire la detta indennità.

Torresini Carlo, uditore, in missione di vice pretore nel mandamento di Vittorio a tutto il 30 novembre 1903, con la mensile indennità di L. 100, è confermato nella missione medesima per altri tre mesi dal 1° dicembre 1903, continuando a percepire la detta indennità.

Fontana Ernesto, uditore destinato in temporanea missione di vice pretore al mandamento di Arezzo, con la mensile indennità di L. 100, è tramutato con la stessa qualità e con la detta indennità mensile alla pretura urbana di Firenze.

Marchetti Tito Giovanni, uditore presso la R. procura del tribunale civile e penale di Lucca, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Lucca.

Pellegrinetti Leone Umberto Pellegrino, uditore presso il tribunale civile e penale di Lucca, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Lucca Capannori.

Clerici Luigi, uditore addetto al tribunale civile e penale di Siena, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Siena.

Levi David Ugo, uditore presso la procura generale della Corte d'appello di Torino, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 1° mandamento di Torino.

Lajolo Amedeo, uditore presso il tribunale civile e penale di Torino, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 2° mandamento di Torino.

Villa Goffredo, uditore presso la R. procura del tribunale civile e penale di Torino, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 3° mandamento di Torino.

Zavattaro Pier Eugenio, uditore presso la R. procura del tribunale civile e penale di Torino, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 4° mandamento di Torino.

Ciacci Ruggiero, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nella 1ª pretura urbana di Roma.

Celsi Pasquale, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nella 1ª pretura urbana di Roma.

Varcasia Gaetano, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nella 2ª pretura urbana di Roma.

Mattucci Guido, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma,

è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nella 2ª pretura urbana di Roma.

Trombacco Vittorino, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nella 2ª pretura urbana di Roma.

Garaguso Giuseppe, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 1º mandamento di Roma.

Tinto Sabatino, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 2º mandamento di Roma.

Cavallini Edgardo, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 2º mandamento di Roma.

Tola Ignazio, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 3º mandamento di Roma.

La Sala Giuseppe Antonio, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 3º mandamento di Roma.

Moscarini Guido, uditore presso la R procura del tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 4º mandamento di Roma.

De Michele Giuseppe, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 4º mandamento di Roma.

Meloni Giuseppe, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 5º mandamento di Roma.

Geraco Angelantonio, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 6º mandamento di Roma.

D'Erario Francesco Saverio, uditore presso il tribunale civile e penale di Roma, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 6º mandamento di Roma.

Vinci Salvatore, uditore in temporanea missione di vice pretore al mandamento di Partinico con la mensile indennità di L. 100, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Troina, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare, cessando dal percepire la detta indennità.

Leone Antonino, uditore destinato in temporanea missione di vice pretore al mandamento di Vittoria, con la mensile indennità di L. 100, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Rosolini, con incarico di Reggere l'ufficio in mancanza del titolare, cessando dal percepire la detta indennità.

Chiavola Giorgio, uditore addetto alla procura generale della Corte d'appello di Catania, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Spaccaforno, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare.

Perretti Eduardo Alberto, uditore addetto alla procura generale della Corte d'appello di Catania, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Bronte, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare.

Santoro Giuseppe, uditore addetto alla procura generale della Corte d'appello di Catania, è destinato in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Vittoria, con indennità mensile da determinarsi con decreto Ministeriale.

Lanzetta Gaetano, uditore giudiziario alla Corte d' appello di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore al 1º mandamento di Napoli.

Lozzi Domenico, uditore giudiziario alla R. procura del tribunale di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore al 2º mandamento di Napoli.

Formisano Marcellino, uditore giudiziario alla Corte di appello di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore al 2º mandamento di Napoli.

Roberti Michele, uditore giudiziario al tribunale civile e penale di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore al 3º mandamento di Napoli.

Lombardi Alfredo, uditore giudiziario alla Corte d'appello di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore a 4º mandamento di Napoli.

Gallo Angelantonio Pasquale, uditore giudiziario alla procura generale della Corte d'appello di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore al 6º mandamento di Napoli.

Minervini Francesco, uditore giudiziario alla procura generale della Corte d' appello di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore all'8 mandamento di Napoli.

Sabelli Guglielmo, uditore giudiziario alla procura generale della Corte d'appello di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore all'8 mandamento di Napoli.

De Luca Giorgio, uditore giudiziario alla procura generale della Corte d'appello di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore al 10º mandamento di Napoli

Gramazio Alfredo, uditore giudiziario al tribunale civile e penale di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore al 10º mandamento di Napoli.

Migliucci Emilio, uditore giudiziario al tribunale civile e penale di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore al 12º mandamento di Napoli.

Valerio Cesare, uditore giudiziario alla R. procura del tribunale di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore alla 1ª pretura urbana di Napoli.

Mazzacane Vincenzo, uditore giudiziario al tribunale civile e penale di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore alla 2ª pretura urbana di Napoli.

Milone Alessio, uditore giudiziario al tribunale civile e penale di Napoli, è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore alla 2ª pretura urbana di Napoli.

Con decreto Ministeriale del 4 dicembre 1903:

Ripa di Meana Enrico, uditore presso il tribunale civile e penale di Torino, è destinato alla Regia procura dello stesso tribunale.

Invrea Adalberto, uditore presso il tribunale civile e penale di Torino, è destinato alla procura generale presso la Corte d'appello di Torino.

Giubergia Stefano, uditore presso la Regia procura del tribunale civile e penale di Cuneo, è destinato al tribunale civile e penale della stessa città.

Caccia Vittorio, uditore presso la Regia procura del tribunale civile e penale di Mondovì, è destinato al tribunale civile e penale della stessa città.

Bellofiore Giuseppe, uditore presso la Regia procura del tribunale civile e penale di Siracusa, è destinato alla Regia procura del tribunale di Catania.

Con decreto Ministeriale del 5 dicembre 1903:

Bello Ferdinando, uditore giudiziario alla procura generale della Corte d'appello di Napoli, è destinato alla Corte d'appello di Napoli.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 195,064 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al N. 12,124 della soppressa Direzione di Napoli) per L. 45 al nome di de Iorio *Amalia* di Francesco, sotto l'amministrazione di Giuseppe Amato, marito e legittimo amministratore, domiciliato in Napoli, col vincolo per dote della titolare, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti

all' Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a de Iorio *Maria-Rosa-Amalia* di Francesco, ecc., vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detto iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 3 febbraio 1904.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 1,085,353 d'inscrizione sui registri della Direzione Generale per L. 55, al nome di Calise *Cristina* fu Francesco, minore, sotto la patria potestà della madre Calise Maddalena fu Domenico, vedova Calise, domiciliata in Napoli, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Calise *Maria Cristina* fu Francesco, minore ecc. come sopra, vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 3 febbraio 1904.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 835,942 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale per L. 5, al nome di Ghezzi *Francesco* di Antonio, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliato in Affori (Milano), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all' Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Ghezzi *Luigia Francesca* di Antonio, minore, ecc. (come sopra), vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 3 febbraio 1904.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

Direzione Generale del Tesoro *(Portafoglio)*.

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 4 febbraio, in lire 100,25.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Divisione Industria e Commercio

Media dei corsi dei Consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio e il Ministero del Tesoro (*Divisione Portafoglio*).

3 febbraio 1904.

		Con godimento in corso	Senza cedola
		Lire	Lire
Consolidati	5 % *lordo*	102,55 3/8	100,55 3/8
	4 % *netto*	102,33 3/4	100,33 3/4
	3 1/2 % *netto*	101,64 1/2	99,89 1/2
	3 % *lordo*	74,48 3/8	73,28 3/8

CONCORSI

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

AVVISO DI CONCORSO.

È aperto il concorso per titoli e, qualora la Commissione lo ritenga necessario, anche per esami, al posto di levatrice maestra presso l'Istituto ostetrico ginecologico della R. Università di Modena.

Lo stipendio della levatrice-maestra è di L. 600, oltre l'alloggio. Durante le vacanze estive autunnali cessa il diritto all'alloggio.

Le aspiranti dovranno presentare, non più tardi del 15 febbraio 1904, la domanda in carta da bollo da cent. 60 alla Segreteria della Università medesima, corredata dei seguenti documenti:

1. Atto di nascita debitamente legalizzato, da cui risulti che la concorrente non ha oltrepassato il 35° anno di età.
2. Diploma di levatrice ottenuto in una Scuola del Regno da almeno due anni.
3. Attestato di buona condotta.
4. Fedina penale.
5. Attestato di stato civile.

Le aspiranti potranno aggiungere tutti i documenti che riterranno validi a provare la loro cultura e perizia.

Le concorrenti dovranno indicare con precisione nella loro domanda il proprio domicilio, perchè sia possibile avvisarle in tempo del giorno e dell'ora delle prove, nel caso che si ritenesse necessario l'esame.

La nomina vien fatta per un anno e potrà essere confermata.

Roma, addì 31 gennaio 1904.

Il Ministro
ORLANDO.

Parte non Ufficiale

PARLAMENTO NAZIONALE

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Mercoledì, 3 febbraio 1904

Presidenza del Presidente BIANCHERI.

La seduta comincia alle 14,10.

PODESTA', segretario, legge il verbale della seduta precedente che è approvato.

PRESIDENTE. Hanno chiesto congedi gli onorevoli Alfonso Marescalchi e Bertetti.

(Sono conceduti).

Interrogazioni.

FACTA, sottosegretario di Stato per la grazia e giustizia, risponde ad un'interrogazione dell'onorevole Pala « sul procedimento della cancelleria della Cassazione di Roma che impone a suo libito il deposito della carta bollata in causa civile ».

Risponde in pari tempo ad altre analoghe interrogazioni degli onorevoli Vienna, Gallini e Monti-Guarnieri.

Esposti i precedenti della questione, dà lettura dei considerando che accompagnano il provvedimento del presidente della Cassazione di Roma.

Ora, per la disposizione dell'articolo 49 delle norme procedurali, quel provvedimento è giustificato. Ma se i reclamanti non credessero esatta cotesta interpretazione, dovrebbero presentare una proposta di legge.

PALA, non per nulla soddisfatto della risposta avuta, si meraviglia che l'onorevole sottosegretario di Stato - esimio avvocato - abbià sconosciuti i diritti della libera difesa in materia civile.

Nota che l'articolo 49 delle norme procedurali che regola il deposito della carta bollata, ha disposizioni ben diverse da quelle indicate dal sottosegretario di Stato. Ora, il provvedimento della cancelleria della Cassazione di Roma, viola quelle disposizioni e il diritto sacrosanto della difesa.

Si riserva di mutare in interpellanza la sua interrogazione.

VIENNA si riserva di presentare insieme ed altri colleghi una proposta di legge, qualora il Ministero non intendesse provvedere.

MONTI-GUARNIERI rileva la gravità della questione, dimostra che il provvedimento della Cassazione non è giustificato. Richiama l'attenzione del Governo sul problema che è importante e delicato.

MAJORANA, sottosegretario di Stato per le finanze, non ha interloquito nella questione, poichè essa si riferisce al diritto giudiziario.

Osserva che le dichiarazioni del suo collega della grazia e giustizia sono chiarissime.

L'amministrazione finanziaria non trattandosi di indebita esazione non ha nulla a che vedere sul provvedimento della Cassazione che è, ripete, di assoluta competenza dell'autorità giudiziaria.

FACTA, sottosegretario di Stato per la grazia e giustizia. Le stesse osservazioni dell'onorevole Monti-Guarnieri dimostrano che non si tratta solamente di una questione di forma, ma sibbene di una questione di sostanza. Di qui la necessità che sia risolta quando si voglia con provvedimenti legislativi.

FACTA, sottosegretario di Stato per la grazia e giustizia, risponde ad una interrogazione dell'onorevole Santini « per conoscere se non avvisi sia equo sollecitare da S. M. il Re il diritto di grazia a favore di Urbani Emilio da San Giovanni di Orione (Vicenza) condannato or sono quindici anni alla galera in vita quale complice di assassinio in persona del famigerato malfattore Evangelista Grifoni, mentre la pubblica opinione del paese e le autorità politiche ed amministrative lo ritengono innocente ».

Il Ministero, dopo che avrà assunte altre opportune e necessarie informazioni, vedrà se gli sarà possibile di provocare la clemenza sovrana a favore del condannato cui si riferisce la interrogazione.

SANTINI, esposto il fatto che diede luogo all'arresto ed al procedimento iniziato contro l'Urbani, procedimento affrettato e sommario, e alla relativa condanna, nota che l'opinione pubblica è favorevole alla grazia di lui.

Prende quindi atto della dichiarazione dell'onorevole sottosegretario di Stato.

PINCHIA, sottosegretario di Stato per l'istruzione pubblica, risponde ad un'interrogazione dell'onorevole Santini « che desidera conoscere i suoi intendimenti riguardo alla riforma e all'applicazione del decreto rettorale che regge la nomina del personale subalterno delle Regie Università e se non creda conveniente regolarizzare la carriera di questi impiegati con convertire il decreto in legge ».

Il Regolamento del 1903 è quello che regola le nomine delle Università, deferite al rettore. Ora, in seguito a richieste onde questo personale sia nominato direttamente dal Ministero, si stanno studiando i provvedimenti opportuni.

SANTINI prende atto della dichiarazione dell'onorevole sottosegretario di Stato e confida che i provvedimenti allo studio saranno presto applicati.

FUSINATO, sottosegretario di Stato per gli affari esteri, risponde all'onorevole Cabrini che desidera sapere « se intenda promuovere l'istituzione degli addetti al lavoro presso le Ambasciate e i Consolati italiani dei centri europei ove più denso affluiscono le correnti della nostra emigrazione continentale; addetti investiti delle funzioni, nei rapporti della merce-lavoro esportata, che già furono assegnate agli addetti commerciali nell'interesse delle altre merci esportate dall'industria nazionale ».

Ricorda di aver sostenuto nel Congresso dell'emigrazione, ad Udine, la opportunità della istituzione *d' addetti per l'emigrazione;* ed assicura che la proposta sarà portata alla Camera sotto forma di un nuovo capitolo nel bilancio del Fondo per l'emigrazione. Dimostra l'utilità del provvedimento per una tutela più vicina ed efficace della nostra emigrazione così numerosa e spesso disordinata, concludendo che i risultati dell'esperimento dipenderanno dalla scelta delle persone e dal modo dell'attuazione.

CABRINI prende atto con molto compiacimento dei propositi manifestati dall'onorevole sottosegretario di Stato raccomandandogli di usare la maggiore sagacia nella scelta delle persone, preferendo quelle veramente più idonee anche se non abbiano titoli accademici ed augurandosi che l'addetto all'emigrazione rimanga indipendente da altre istituzioni.

PINCHIA, sottosegretario di Stato per l'istruzione pubblica, risponde al deputato Altobelli che lo interroga « per sentire come concilî i doveri dell'insegnamento colla costante e sistematica assenza dalla scuola e dal gabinetto, che si tollera da nove anni consecutivi, nel titolare di geologia della Regia Università di Parma ».

Assicura l'interrogante che intende esaminare l'eccezionale condizione fatta alla cattedra di geologia nell'Università di Parma, e che prenderà gli opportuni provvedimenti.

ALBERTELLI prende atto e ringrazia.

PINCHIA, sottosegretario di Stato per l'istruzione pubblica, risponde all'interrogazione del deputato Callaini « sulla minacciata alienazione di un pregevole affresco del Tamagni che illustra la storia e l'arte in San Gimignano ».

Compreso dall'importanza del monumento nel quale si trova l'affresco, ha già invitato la Giunta di Belle arti a ritornare sull'autorizzazione concessa per il trasferimento dell'affresco.

CALLAINI nota che la fama del Tamagni è tale da rendere un'opera sua di sommo pregio e quindi degna della protezione della legge.

Verificazione di poteri.

PRESIDENTE, sopra proposta della Giunta, dichiara convalidata l'elezione del IX Collegio di Napoli in persona dell'onorevole De Gennaro-Ferrigni.

Seguito della discussione del disegno di legge sui ruoli dell'Amministrazione dei lavori pubblici.

RIZZO VALENTINO dichiara che, al pari degli onorevoli Celli, Abignente e Romanin-Jacur, pur ritenendo insufficiente il disegno di legge, si rassegna ad accettarlo.

Ricorda ciò che disse il ministro Tedesco nella seduta del 10 dicembre sulla deficienza del personale, la quale influisce a danno dei progetti e dei lavori.

L'onorevole Abignente qualificò questo progetto come un'arma di cui il ministro deve valersi nella grossa battaglia per la soluzione del problema ferroviario.

Sarebbe lecito dubitare della vittoria se soltanto a quest'arma

si dovesse affilarsi. Si associa all'emendamento dell'onorevole Romanin circa gli ingegneri del Genio civile e spera che il ministro accetterà il lieve aumento.

L'onorevole Socci parlò dei custodi e dei guardiani idraulici, la cui opera dev' essere assidua, ed è sì miseramente compensata. Avendo, nel dicembre, firmato l'ordine del giorno svolto dall'onorevole Chinaglia, non può che aderire all'emendamento a favore di sì modesti ma utili agenti.

Ricorda i consigli di Paleocapa sulla necessità che la sorveglianza idraulica sia continua, e non limitata nei momenti di piene.

Tornando sull'argomento della deficienza del personale, accenna specialmente al Genio civile nella provincia di Treviso, che ha giurisdizione anche in una parte della provincia di Venezia, la più soggetta alle inondazioni del Piave. Ricorda il Comizio di San Donà del 17 gennaio, ed annunzia un emendamento all'articolo secondo.

Dopo altre considerazioni sulle questioni del Genio civile, dichiara che tutti ormai gli dànno ragione circa agli uffici degli Ispettorati Compartimentali, quinte ruote del carro. Nessuna delle previsioni ottimiste fatte alla Camera, nel 1893, quando si approvò quella legge, si verificarono: fu, invece, profeta l'onorevole Guerci che confutò le argomentazioni del ministro Genala, ottimiste come quelle degli altri oratori. Spera che il ministro accetterà l'ordine del giorno della Commissione, e provvederà alla soppressione di uffici, che riuscirono dannosi, malgrado il valore dei funzionari che ad essi si preposero.

Risponde ad altre osservazioni dei precedenti oratori e raccomanda al ministro di non meritarsi troppo l'elogio di sobrietà, che gli fece ieri il ministro del tesoro; concludendo col ricordare all'uno e all'altro ministro, che la tutela delle finanze va accompagnata alla difesa efficace degli interessi e servizi pubblici, essendo pei giovani savi sempre vero il precetto: *Unum facere et alterum non omittere*. (Approvazioni).

SANTINI confida che il ministro vorrà migliorare la condizione degli ufficiali d'ordine di terza classe e dei guardiani idraulici, secondo gli emendamenti dei quali è firmatario.

ALBERTELLI ritiene che il riordinamento del Genio civile avrebbe dovuto essere preceduto dalla riforma della legge sulle opere pubbliche non potendo, senza questa riforma, riuscire efficace.

Non può ad ogni modo approvare la facoltà che chiede il ministro, di collocare a riposo quanti aiutanti del Genio civile egli ritenga opportuno, ancorchè non abbiano raggiunto i 25 anni di servizio.

Propone quindi che all'articolo 5°, al primo capoverso, alle parole: « avrà facoltà di collocare a riposo aiutanti del Genio civile, ancorchè... » si sostituiscano le seguenti: « avrà facoltà di collocare a riposo ufficiali del Genio civile, dei quali sarà compilato un elenco subito dopo la promulgazione della presente legge, ancorchè... »

Propone altresì il seguente articolo aggiuntivo, dopo l'art. 5°: « Agli ufficiali del Genio civile, ammessi in servizio ordinario in virtù delle leggi 5 luglio 1882, n. 874 e 22 agosto 1895, n. 547, che non saranno destinati al collocamento a riposo, in applicazione dell'art. 5, sarà computato come utile - agli effetti della pensione - il servizio straordinario prestato anteriormente alla loro ammissione in pianta stabile, previa trattenuta degli arretrati della pensione ».

Si associa a quegli oratori che hanno proposto l'istituzione di uffici regionali specializzandoli a seconda che si tratti di opere idrauliche, di bonifiche e di porti, affidando poi agli enti locali la manutenzione delle strade e dei fabbricati.

Si meraviglia che il ministro non abbia proposto la soppressione del Consiglio superiore dei lavori pubblici, che per sua natura e per il modo con cui funziona, paralizza ogni ardita e geniale iniziativa per sostituire, caso per caso, speciali Commissioni incaricate di studiare i progetti e riferirne al ministro. (Commenti).

Conclude augurandosi che il ministro accetti i suoi emendamenti.

TEDESCO, ministro dei lavori pubblici, comincia col dichiarare che non è punto sua intenzione di ridurre i pubblici lavori; e che anzi sono disponibili circa settanta milioni, oltre la dotazione normale del bilancio, per le opere necessarie.

Riconosce in parte l'inconveniente di eseguire a spizzico le bonifiche: ciò dipende dall'indole dei lavori, dalle disposizioni delle varie leggi, e anche dai riguardi che si debbono alle condizioni economiche delle varie regioni d'Italia.

Quanto agli organici, si compiace che poche e blande obiezioni siano state fatte; e spiega le ragioni che lo consigliarono ad abolire un architetto nel ruolo del Genio civile e a rafforzare, nell'interesse del servizio, l'organismo del Consiglio superiore. Le riforme radicali, che richiedono lunghi studî, si possono, per ora, rimandare, al fine di arrivare al risultato desiderabile che a tutti i funzionarî sia riservata sorte uguale nella carriera.

Accenna a questo proposito all'idea di una cointeressenza del personale nelle economie delle spese.

Ammette la necessità di riformare le troppo invecchiate leggi dei lavori pubblici, e si propone, quanto più presto gli sia possibile, di presentare alla Camera opportune proposte.

Risponde ai varî oratori intorno alle particolari disposizioni del disegno di legge: e per la parte speciale che si riferisce al personale del Genio civile, osserva che l'Amministrazione non ha mancato di agevolarne nel miglior modo le condizioni, e che per il momento non si potrebbe far di più.

A proposito del problema idraulico, il più grave dopo quello ferroviario, dichiara all'on. Romanin-Jacur che bisogna agguerrirsi per risolverlo bene, e per evitare gli errori commessi in passato, senza colpa di alcuno, in materia tecnica e amministrativa. Perciò sta studiando accuratamente l'ordinamento e le attribuzioni del Genio civile, con lo scopo di vedere se sia possibile arrivare a una specializzazione e ad un razionale decentramento dei servizî ad esso affidati.

Anzi, quanto alla specializzazione dei servizî, aggiunge all'onorevole Celli che affiderà presto l'intero studio del problema ad una autorevole Commissione; e che, intanto, vedrà di aprire concorsi su temi speciali, e di affidare a qualche funzionario speciali incarichi di studio all'estero.

Non può accettare l'emendamento proposto dall'onorevole Albertelli per gli aiutanti del Genio civile; assicurandolo però che la disposizione del disegno di legge che ad essi si riferisce sarà applicata con serena equità e con grande moderazione.

Dice agli onorevoli Socci, Rizzo e Santini che riconosce giusto migliorare le sorti dei custodi e dei guardiani idraulici, e che vi provvederà prontamente.

Passando a parlare dell'ispettorato ferroviario, dice che fin dall'origine fu costituito in modo organicamente sbagliato, ma che ha saputo compiere, e compie, con grande abnegazione un servizio grandemente efficace per gli interessi dello Stato e dei cittadini.

Dimostra con dati e con cifre l'enorme mole di lavoro a cui l'ispettorato ha dovuto e deve accudire; lavoro sempre crescente per lo sviluppo delle linee ferroviarie e tramviarie; e tuttociò con una grande insufficienza numerica del personale, e con deficienti poteri per disimpegnare le sue attribuzioni.

Nota come l'attuale sistemazione dell'ispettorato non pregiudichi punto la soluzione del problema ferroviario, ed anzi dia modo di meglio studiarla e prepararla.

Conclude sperando che la Camera vorrà approvare il disegno di legge. (Approvazioni)

DE NAVA, relatore, osserva che la relazione non poteva occuparsi dei molti problemi trattati in questa discussione, come specializzazione dei servizi, ordinamento del genio civile, e simili, poichè essi sconfinano i limiti precisi del disegno di legge. Ma

aggiunge di essere perfettamente concorde nelle considerazioni che furono svolte dai varî oratori.

Quanto alla questione speciale dell'ispettorato, nota che l'organico attuale non risponderebbe bene nè con l'esercizio di Stato nè con quello privato; ma che bisognava necessariamente dare al personale dell'ispettorato una sistemazione provvisoria, onde apprestare all'amministrazione uno strumento adatto ai gravi studî che occorrono per risolvere il problema ferroviario.

Consente nelle osservazioni che sono state fatte circa la sproporzione fra gl'impiegati provinciali ed i centrali con prevalenza crescente di questi ultimi, ma osserva che questo male è comune a tutte le amministrazioni, ed avrebbe bisogno di un rimedio generale, per il quale non sarebbe questa la sede opportuna.

Circa la disposizione dell'articolo 6 che esclude dai posti del Ministero gli impiegati del Genio civile, dichiara che egli personalmente non mancò di fare su di esso delle riserve con l'onorevole Balenzano. Non trova però che la disposizione possa censurarsi per quanto si riferisce al concetto che le mansioni speciali dei funzionari del Ministero non esigono cognizioni seriamente tecniche.

Gli ingegneri, infatti, non hanno nel Ministero dei lavori pubblici alcuna occasione di esplicare la loro attività tecnica, perchè in esso ogni questione viene studiata unicamente nei riguardi amministrativi e finanziari. Tutt'al più riconosce che potrebbe essere opportuno che al posto di Direttore Generale possa essere chiamato un funzionario dell'ispettorato.

All'onorevole Engel fa osservare che il personale del Genio civile sarà aumentato, per effetto dei nuovi ruoli, di ben settantacinque funzionari compresi i trenta delle bonifiche, ciò che corrisponde alle esigenze tecniche nei limiti dei mezzi finanziari.

Rispondendo all'onorevole Albertelli, che ha criticato la disposizione dell'articolo 5° nota che la facoltà di collocare a riposo prima che siano raggiunti i 25 anni di servizio è circondata di molte cautele, che sarà esercitata con molta discrezione, e soltanto n i casi eccezionali. (Bene).

CHINAGLIA ricorda di avere assunto l'iniziativa di una proposta concernente la sistemazione dei guardiani e custodi idraulici. Ed è ora lieto di rilevare che la Camera ed il Governo hanno fatto buona accoglienza ai provvedimenti da lui patrocinati. Confida pertanto nell'opera del ministro, cui raccomanda i memoriali che sulla materia sono stati presentati.

PRESIDENTE, dà lettura dei seguenti ordini del giorno:

« La Camera invita il Governo a migliorare e specializzare il Corpo del Genio civile, allo scopo urgentissimo di ricostituire speciali uffici regionali sia per le opere idrauliche e di bonifica, sia pei porti.

« Celli, Ciappi ».

« La Camera invita il Governo ad estendere agli impiegati dell'ufficio tecnico di revisione i miglioramenti proposti per i funzionari dell'Amministrazione centrale.

« Palatini ».

TEDESCO, ministro dei lavori pubblici, dichiara di accettare l'ordine del giorno Celli e Ciappi, ma non può accettare l'ordine del giorno dell'onorevole Palatini.

DE NAVA, relatore, fa uguale dichiarazione.

PRESIDENTE mette a partito l'ordine del giorno Celli e Ciappi.

(È approvato).

Non essendo presente l'onorevole Palatini s'intende che non insiste nel suo ordine del giorno.

Mette poi a partito il seguente ordine del giorno della Commissione:

« La Camera esprime il voto che le attribuzioni deferite agli uffici compartimentali del Genio civile, quando siano mantenuti, vengano riordinate nel senso di renderne l'azione più efficace ed autonoma ».

(È approvato).

DE SETA propone di apportare le seguenti modificazioni alla tabella *C* che fa parte dell'articolo 1°: *a*) ridurre da 75 a 74 il numero degli ingegneri capi del Genio civile; *b*) modificare il rapporto tra gli ingegneri capi di 1° e di 2° elevando a 42 quelli di 1° e riducendo a 33 quelli di 2° restando così inalterata la spesa preventivata nel progetto di legge a tale riguardo.

GUERCI. Si compiace che l'onorevole Rizzo abbia riconosciuto che egli è stato profeta in un suo discorso pronunciato alla Camera fino dal 1892, e si sente così maggiormente incuorato ad esporre le sue osservazioni e critiche al presente disegno di legge.

Dà lode al Genio civile per avere risolto egregiamente il problema ferroviario ed il problema portuale, e per avere in molti casi salvato l'erario da eccessive pretese di società nelle costruzioni ferroviarie.

Crede che la divisione degli organi tecnici ed amministrativi sia una garanzia necessaria per il buon funzionamento degli uffici e per la precisa determinazione delle singole responsabilità.

Perchè il Consiglio superiore possa efficacemente esplicare la sua azione è d'avviso che esso dovrebbe essere ricondotto alla sua funzione di dare pareri e segnare l'indirizzo dei lavori.

Se riceverà in proposito formali assicurazioni dal ministro, darà, ma solo a questa condizione, il voto favorevole alla legge.

TEDESCO, ministro dei lavori pubblici, fa osservare all'onorevole Guerci che, secondo i regolamenti esistenti, la responsabilità diretta appartiene agli ingegneri che hanno compilato i progetti. Quando poi i progetti sono modificati, la responsabilità viene divisa fra quei corpi cui si debbono le modificazioni.

Quanto agli ispettori compartimentali osserva che la loro sistemazione è anche in gran parte questione di mezzi finanziari.

DE NAVA, relatore, ricorda di aver avuto parte nella compilazione del regolamento del 1895 che attribuisce la responsabilità al redattore dei progetti ed al direttore dei lavori.

Afferma che il parere del Consiglio superiore non elimina nè limita queste responsabilità.

Riconosce, ad ogni modo, che convenga meglio disciplinare questa materia e dare più efficace e pratica attuazione alla legge del 1893, garantendo una più larga autonomia agli uffici compartimentali.

ALBERTELLI dà ragione di un suo emendamento per un diverso ordinamento dell'organico del personale d'ordine del Genio civile, in guisa da dare a questo personale parità di trattamento con quello dell'ispettorato ferroviario.

Consentirebbe a modificare il suo emendamento, purchè la presente diversità di trattamento fosse almeno attenuata.

CIAPPI, a nome degli onorevoli Mango, De Novellis, Perrotta, Pais, Santini, Giuliani, Socci, Lollini, Manna, Mezzanotte e Cabrini, dà ragione di un emendamento diretto a rendere più sollecita la carriera degli ufficiali d'ordine del Ministero, aumentando i posti di archivista o di ufficiale di prima e di seconda classe.

Nota che questo emendamento non importa aumento nè di impiegati nè di spesa.

TEDESCO, ministro dei lavori pubblici, ripete che non può accettare alcun emendamento per non turbare le basi dell'organico razionalmente stabilite, nè le sue conseguenze finanziarie.

(Questo emendamento è respinto — Si approva la tabella *A*).

TEDESCO, ministro dei lavori pubblici, e DE NAVA, relatore, chiedono che, dovendosi modificare le tabelle *B* e *C*, in conformità di un emendamento dell'onorevole Rizzo, la discussione sia rimessa a domani.

(Così è stabilito).

Presentazione di relazioni.

GALLINI presenta la relazione sulla domanda di autorizzazione a procedere contro il deputato Morgari.

MENAFOGLIO presenta un elenco di petizioni, sulle quali la Giunta è pronta a riferire.

Interrogazioni e interpellanze.

PODESTA', segretario, ne dà lettura.

« I sottoscritti chiedono interrogare il ministro dei lavori pubblici, per sapere quali solleciti provvedimenti intenda prendere dopo la gara per l'Acquedotto pugliese andata deserta.

« De Bellis, Di Tullio ».

« I sottoscritti chiedono d'interrogare l'onorevole ministro dei lavori pubblici, circa i provvedimenti che egli intende adottare, in seguito ai risultati negativi dell'asta indetta per la costruzione dell'Acquedotto pugliese.

« De Cesare, Lazzaro, Spagnoletti, Jatta, Codacci-Pisanelli Di Palma, Vallone, Fazzi ».

« Al ministro guardasigilli per quali motivi da sei anni l'Economato dei Benifici vacanti si è appropriato di circa lire 1200 spettanti alla prima Cappellania Bianchi di Celleno, alla quale sono dovuti gli interessi di tal somma convertita in rendita dello Stato. Se crede e come provvedere,

« Leali ».

« Al ministro delle poste e telegrafi per sapere quali provvedimenti intenda prendere affinchè il servizio di recapito delle lettere-espresso in Roma proceda con quella sollecitudine imposta dalla sopratassa che si paga, mentre ora queste lettere si ricevono dopo la distribuzione ordinaria, che anche essa lascia molto a desiderare,

« Leali ».

« I sottoscritti interrogano l'onorevole ministro dell'interno e presidente del Consiglio dei ministri per sapere per quali ragioni venga ritardata l'approvazione dello statuto della Congregazione di San Filippo Neri in Parma, da cui dipende l'ordinamento della pubblica beneficenza in detta città, e che è insistentemente reclamata dagli Enti locali.

« Olivieri, Guerci, Altertelli ».

« Il sottoscritto interroga il ministro delle finanze sull'interpretazione che alcuni ufficiali del registro danno al disposto dell'articolo 11 della legge 17 marzo 1898 sugli infortunî del lavoro, applicando la tassa graduale stabilita in quella disposizione non solo alla sentenze di condanna, ma anche a quelle d'assolutoria.

« Calissano ».

« Il sottoscritto interpella il ministro della pubblica istruzione sulle cause dei frequenti annullamenti dei concorsi alle Cattedre universitarie da parte del Consiglio superiore della pubblica istruzione e sui conseguenti notevolissimi ritardi nella occupazione delle Cattedre vacanti con gravi danni per l'insegnamento.

« Bossi ».

« Il sottoscritto interpella l'onorevole ministro della pubblica istruzione per sapere se e come intende provvedere ad una opportuna modificazione dell'attuale regolamento universitario.

« Borsarelli ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare il ministro guardasigilli sulla condizione che la Cancelleria della Cassazione di Roma impone ai ricorrenti del deposito della carta bollata per le sentenze, condizione contraria alle disposizioni del Codice di procedura civile ed al principio che solo le parti possono essere arbitre della prosecuzione o meno della lite.

« Monti-Guarnieri.

« I sottoscritti interpellano i ministri di grazia e giustizia e delle finanze sui recenti provvedimenti della Cancelleria della Corte di Cassazione di Roma, pei quali si impone alle parti a libito della stessa Concelleria il deposito della carta bollata in materia civile.

« Pala, Garavetti ».

TEDESCO, ministro dei lavori pubblici, risponde subito ad una interrogazione dell'onorevole De Cesare ed altri.

Dichiara che la gara andò deserta, due soli concorrenti essendosi presentati, ma con offerte condizionate.

Bisogna quindi modificare la legge in alcune parti, e specialmente in quella che si riferisce alle rate di pagamento, come del resto egli aveva sempre propugnato.

In questo senso sta studiando la questione, e fra breve proporrà in Consiglio dei ministri necessari provvedimenti legislativi.

Riassicura gli onorevoli interroganti e la Camera del vivissimo interessamento suo e del Governo per la sollecita esecuzione dell'Acquedotto pugliese, che sarà non soltanto la più grande opera moderna, ma anche il più degno monumento del magnanimo Re Umberto. (Approvazioni).

DE CESARE prende atto con soddisfazione di queste rassicuranti dichiarazioni. Avverte che il primitivo disegno di legge era anche men favorevole agli appaltatori di quello, che, in conformità delle proposte della Commissione parlamentare, divenne poi legge dello Stato. Riconosce che la legge merita qualche ritocco, e ciò si augura sia fatto il più sollecitamente possibile.

Trova però singolare che di dieci ditte ammesse all'asta due sole abbiano poi effettivamente presentato le loro offerte.

È convinto che il modo migliore di risolvere la questione sarebbe quello di venire alla Camera con una convenzione stipulata con una ditta assuntrice dell'opera, come si è fatto pel Gottardo.

Esprime la fiducia che l'opera del Governo sarà conforme alle dichiarazioni fatte oggi dal ministro e varrà a rassicurare la popolazione pugliese.

DE BELLIS ha presentato insieme all'onorevole Di Tullio una analoga interrogazione. Prende atto delle dichiarazioni del Governo. Si augura che gli eventuali difetti del progetto vengano sollecitamente corretti.

La seduta termina alle 18,20.

DIARIO ESTERO

Il vento che spira oggi dall'Estremo Oriente è decisamente belligero. Alle informazioni dei corrispondenti locali si aggiungono ora le indiscrezioni dei diplomatici.

Un funzionario giapponese, informato delle trattative in corso, ha fatto le seguenti dichiarazioni ad un corrispondente della *Reuter*:

« Sono convinto che non è per dar agio al Governo russo di continuare i suoi preparativi di guerra, che vi è un ritardo nell'invio della risposta russa a Tokio.

« Il ritardo è dovuto agli sforzi sinceri del conte Lamsdorff per giungere ad una soluzione pacifica. Corre voce da qualche tempo che l'atteggiamento del Giappone sia alquanto modificato e che il Governo giapponese ritirerà una parte delle sue pretese. Non bisogna dimenticare che il nodo della questione sta nell'assicurazione da parte della Russia che la Cina resterà sovrana in Manciuria, e voi potete essere sicuri a questo riguardo che il Giappone non ha modificato per nulla la sua domanda.

« Può darsi – ha proseguito il funzionario giapponese – che su questo punto il Giappone consenta a qualche modificazione; ma, se la Russia non dà tutte le assicurazioni riguardo alla Manciuria al Giappone, questo dovrà rompere le trattative e prendere le misure per salvaguardare i propri interessi. Il Giappone insiste per avere un'assicurazione formale per quel che riguarda la Manciuria: l'assicurazione deve essere per iscritto ed in modo categorico. Se il Giappone avesse realmente voluto la guerra, da molto tempo le ostilità sarebbero già cominciate. Il Giappone al contrario desidera la pace: se la Russia dà l'assicurazione richiesta nelle sue domande, non vi sarà la guerra. In caso contrario la pace non potrà essere mantenuta ».

Concludendo, il funzionario ha detto:

« Il ritardo nell'invio della nota russa dimostra chiaramente che in Russia si combatte un'ultima lotta fra il partito della pace e quello della guerra. Speriamo che il primo abbia a prevalere ».

Dal canto suo il *New-York Herald* riceve da Pietroburgo che la situazione non è mai stata così grave come adesso.

« È opinione di un personaggio ufficiale altolocato, dice il corrispondente, che i giapponesi siano convinti che è più vantaggioso combattere adesso che più tardi. Le speranze di pace sono svanite quando si apprese il richiamo dalle provincie dell'Est delle truppe di riserva e l'invio affrettato di rinforzi a Vladivostok e Porto Arthur.

« Se una prova di più fosse necessaria, essa verrebbe da Porto Arthur sotto forma di un dispaccio, pubblicato dai giornali di qui, il quale annunzia che si trasportano truppe presso il fiume Yalu. Come punto finale, vennero le notizie della mobilitazione della riserva navale giapponese.

« Alla Borsa i corsi scesero di un mezzo punto, e tutto il mercato fu poco solido ».

* * *

I giornali inglesi ricevono notizie allarmantissime; da Pekino telegrafano al *Times:*

« L'inizio delle ostilità tra la Russia ed il Giappone non sarebbe che questione di ore, perchè si assicura che la Russia, nella sua risposta, respinge definitivamente le proposte del Giappone ».

Il *Telegraph* conferma e dice che la nota della Russia contiene le proposte accettate dal Consiglio supremo dell'Interno e afferma che nella risposta non si fa alcuna allusione alla Manciuria.

Un dispaccio ufficioso, spedito da Tokio, è giunto quale comunicato ai giornali di Londra; in esso è detto:

« Rinforzi di truppe russe sono inviati nella Manciuria. Se la risposta della Russia non sarà soddisfacente, gli avvenimenti si succederanno con grande rapidità; però il Giappone non agirà senza inviare un *ultimatum* ».

Anche i giornali francesi hanno gravi informazioni.

Un dispaccio da Port-Arthur al *Journal*, in data 31 scorso, trattenuto dalla censura, annunzia che nella notte dal 30 al 31 gennaio pervenne un ordine improvviso di mobilizzazione per tutte le squadre russe dell'Estremo Oriente.

Fino dalle prime ore del mattino susseguente tutte le navi ancorate nel porto erano pronte per partire. Identico ordine di mobilizzazione è pervenuto a Vladivostock.

I preparativi coincidono con un movimento di concentrazione di truppe tra Port-Arthur, Mukden e Kharbine.

A Port-Arthur i preparativi della Squadra sono terminati e tutte le navi sono in rada.

* * *

Una crisi ministeriale è scoppiata a Belgrado ed il Presidente del Consiglio dei Ministri, Gruic, ha rassegnato, a Re Pietro, le sue dimissioni.

La causa della crisi sta nel fatto che il Ministero si è trovato in disaccordo con la maggioranza del *Club* radicale di Belgrado che formava la base della sua esistenza politica nella Scupstina.

Il presidente Gruic ha accusato la maggioranza di mancanza di disciplina.

Si crede che il Gruic possa essere sostituito dal Protic, attuale Ministro dell'Interno.

* * *

Il *Fremdenblatt* ha da Salonicco che gli agenti civili d'Austria-Ungheria e di Russia, De Mueller e D'Emenes, hanno conferito giornalmente durante parecchie ore con l'ispettore generale, Hilmi Pascià, a proposito di quanto egli fece per applicare il programma di riforme formulato nel febbraio dell'anno scorso fra l'Austria-Ungheria e la Russia e circa le questioni dei preliminari per la riorganizzazione della gendarmeria.

Hilmi Pascià stabilì il principio dell'uguaglianza confessionale per l'arruolamento nella gendarmeria, inscrivendovi individui di tutte le confessioni cristiane.

Le guardie campestri non debbono essere scelte fuori della Macedonia, ma fra la popolazione del Comune rurale prossimo ed appartenere alla nazionalità della maggioranza degli abitanti.

Riguardo alla ricostruzione degli edifici distrutti, Hilmi Pascià non riuscì ad ottenere un risultato molto soddisfacente.

Circa le questioni preliminari concernenti la riorganizzazione della gendarmeria, di cui è incaricato il generale italiano De Giorgis, tutti i circoli politici e gli agenti civili credono unanimemente che debba attendersi il miglioramento soltanto se sarà pagato regolarmente il soldo.

Gli agenti civili hanno formulato in proposito proposte di massima che soltanto la Porta potrà sanzionare.

La questione dell'amnistia non è stata ancora definita.

La Porta ha chiesto in questi giorni, come compenso, garanzie morali da parte della Bulgaria, che le ha rifiutate, dichiarando di non avere alcuna influenza nell'organizzazione interna della Macedonia. Tuttavia si ritiene qui che la Porta adempirà alle promesse formali fatte circa la concessione dell'amnistia.

ALTA CORTE DI GIUSTIZIA

Senato del Regno.

Oggi, alle 14, il Senato si è riunito in Alta Corte di Giustizia per giudicare uno dei suoi membri, il comm prof. Antonino D'Antona, il quale, unitamente ai dottori Giovanni Pascale e Gerardo Plaza è imputato del reato di cui all'articolo 371 del codice penale, cioè di morte procurata per imprudenza o per negligenza, in pregiudizio di Paolo Jammarino, da Campobasso.

L'attesa per questo procedimento, fattasi vivissima in questi ultimi tempi, ha chiamato nell'aula senatoriale numerosissimi membri dell'Alto Consesso, rispondenti così anche alla circolare di convocazione loro inviata da S. E. il Presidente Saracco. Anche le tribune riservate, quelle pubbliche erano popolatissime; gremite quelle riservate alla stampa. Non mancava nella tribuna una larga rappresentanza di signore.

Il fatto che ha dato luogo al processo, iniziatosi innanzi al Senato fino dal luglio 1902, è il seguente:

Nell'estate del 1900 Paolo Jammarino, commerciante di Campobasso, cadde infermo per affezione epatica: il medico di famiglia, dottor Altobello, diagnosticò trattarsi di itterizia catarrale e il Cardarelli di Napoli, consultato, confermò la diagnosi specificando la malattia come semplice catarro delle vie biliari.

Il male però non accennava a lasciarsi vincere, per cui l'infermo si rivolse al chirurgo, senatore D'Antona, che inducendo la pre-

sentare un *bill* per la creazione di un' Università cattolica in Irlanda.

BUENOS-AYRES, 3. — Si ha da Montevideo: Si assicura che le truppe del generale Saravia sono padrone di Marouars, località situata a pochi chilometri da Montevideo.

Un incrociatore argentino è partito la scorsa notte per Montevideo onde proteggervi i nazionali argentini. Si parla di un intervento amichevole del Brasile e dell' Inghilterra per ristabilire la pace tra gl' insorti ed il Governo.

MADRID, 3. — *Senato.* — Si approva definitivamente il progetto di legge sul riposo festivo.

MADRID, 3. — *Camera dei Deputati.* — Si riprende la discussione sulla nomina di monsignor Nozaleda ad arcivescovo di Valenza.

Burell, dopo aver difeso la stampa, attacca il presidente del Consiglio, Maura, e combatte la nomina di monsignor Nozaleda.

Salmeron dice che la politica del Governo è sottomessa al potere reale. Oggi esistono le stesse ragioni che consigliarono l'esilio della madre della Regina Isabella al principio del suo regno. L'oratore afferma che l'opinione pubblica chiede misure analoghe. Crede che la politica di Maura costituisca un aiuto inestimabile per l'opera dei repubblicani.

Il presidente del Consiglio, Maura, dice che la Massoneria è la principale colpevole della catastrofe delle Filippine e mostra tre documenti che portano una data anteriore all'insurrezione, nei quali si trova il ritratto del deputato Morayta a fianco di quello del capo dell'insurrezione.

LONDRA, 4. — *Camera dei comuni.* — (*Continuazione*). — Alla fine della seduta il Segretario di Stato per l'interno, Akers Douglas, dichiara che il Governo non ha ricevuto alcuna informazione, la quale giustifichi la voce corsa che la Russia abbia dichiarato la guerra al Giappone.

LONDRA, 4. — Il *Times* pubblica il bollettino sulla salute del Primo Ministro, Balfour, redatto iersera alle 7,15.

Il bollettino dice che Balfour ha passato una buona giornata. La temperatura è diminuita. Tutti i sintomi accennano ad un miglioramento nello stato di salute dell'infermo.

BERLINO, 4. — Il comandante della cannoniera *Habicht* telegrafa da Windhök: Okahandja è stata liberata; il campo principale del nemico, che si trovava sulla montagna Imperatore Guglielmo, presso Okahandja, è caduto nelle nostre mani; il nemico è fuggito sulle montagne di Otjisangati.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
del R. Osservatorio del Collegio Romano
del 3 febbraio 1904

Il barometro è ridotto allo zero	—
L'altezza della stazione è di metri	50,60.
Barometro a mezzodì	756,17.
Umidità relativa a mezzodì	56.
Vento a mezzodì	S.
Stato del cielo a mezzodì	Poco nuvoloso.
Termometro centigrado	massimo 16,7.
	minimo 9°,5.
Pioggie in 24 ore.	—

3 febbraio 1904

In Europa: pressione massima di 773 sul Mar Nero, minima di 742 sulla Manica.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito ovunque fino a 4 mill. al Sud; temperatura aumentata; pioggie sull'Italia superiore.

Barometro: minimo a 756 al Nord Sardegna, massimo a 765 sulle coste Joniche.

Probabilità: venti moderati varî sull'alta Italia, forti meridionali altrove; cielo vario al Sud, nuvoloso altrove con pioggie, specialmente sull'alta Italia; mare agitato, qua e là grosso.

BOLLETTINO METEORICO
dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 3 febbraio 1904

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA Massima	TEMPERATURA Minima
			nelle 24 ore precedenti	
Porto Maurizio	coperto	agitato	9 2	5 1
Genova	coperto	legg. mosso	9 6	4 7
Massa Carrara	piovoso	calmo	11 9	6 8
Cuneo	nebbioso	—	2 6	— 0 8
Torino	nebbioso	—	2 2	1 4
Alessandria	coperto	—	3 3	1 3
Novara	piovoso	—	5 4	1 0
Domodossola	piovoso	—	3 2	0 0
Pavia	piovoso	—	5 0	1 3
Milano	piovoso	—	5 9	2 8
Sondrio	piovoso	—	5 5	1 2
Bergamo	piovoso	—	5 0	2 0
Brescia	piovoso	—	7 7	3 7
Cremona	coperto	—	6 2	2 8
Mantova	nebbioso	—	7 0	4 0
Verona	piovoso	—	7 9	5 9
Belluno	coperto	—	5 2	1 7
Udine	piovoso	—	7 3	4 9
Treviso	coperto	—	8 0	4 9
Venezia	coperto	legg. mosso	10 9	5 2
Padova	coperto	—	7 6	5 8
Rovigo	coperto	—	7 0	1 8
Piacenza	coperto	—	4 5	1 3
Parma	coperto	—	5 5	3 0
Reggio Emilia	coperto	—	5 7	1 2
Modena	coperto	—	6 6	3 0
Ferrara	coperto	—	7 2	2 5
Bologna	coperto	—	7 2	3 8
Ravenna	coperto	—	9 1	4 6
Forlì	$^3/_4$ coperto	—	9 4	2 4
Pesaro	$^1/_2$ coperto	calmo	13 2	1 6
Ancona	$^3/_4$ coperto	legg. mosso	13 1	6 2
Urbino	$^3/_4$ coperto	—	10 3	4 4
Macerata	$^3/_4$ coperto	—	9 9	5 6
Ascoli Piceno	$^3/_4$ coperto	—	11 8	3 8
Perugia	$^1/_2$ coperto	—	9 2	4 2
Camerino	$^1/_4$ coperto	—	8 9	2 1
Lucca	coperto	—	9 5	5 5
Pisa	coperto	—	13 4	9 2
Livorno	coperto	molto agitato	14 2	12 0
Firenze	coperto	—	11 9	10 5
Arezzo	$^3/_4$ coperto	—	13 2	9 5
Siena	coperto	—	7 9	3 5
Grosseto	coperto	—	14 4	7 2
Roma	sereno	—	12 7	9 5
Teramo	$^3/_4$ coperto	—	10 4	4 2
Chieti	coperto	—	11 3	1 8
Aquila	$^1/_2$ coperto	—	7 1	4 2
Agnone	$^1/_4$ coperto	—	8 0	6 0
Foggia	sereno	—	12 1	3 1
Lecce	$^3/_4$ coperto	calmo	12 0	5 0
Bari	$^1/_4$ coperto	—	13 7	6 3
Caserta	sereno	—	13 4	8 0
Napoli	sereno	calmo	12 8	9 3
Benevento	sereno	—	11 6	6 8
Avellino	sereno	—	10 6	8 2
Caggiano	sereno	—	8 2	4 7
Potenza	sereno	—	8 5	3 7
Cosenza	sereno	—	14 2	6 5
Tiriolo	nebbioso	—	9 1	2 0
Reggio Calabria	$^1/_4$ coperto	legg. mosso	14 8	11 2
Trapani	sereno	calmo	17 9	13 0
Palermo	sereno	legg. mosso	18 4	8 2
Porto Empedocle	sereno	legg. mosso	17 0	13 0
Caltanissetta	sereno	—	13 8	4 5
Messina	$^3/_4$ coperto	legg. mosso	16 7	12 2
Catania	sereno	calmo	14 9	9 3
Siracusa	$^3/_4$ coperto	calmo	14 5	11 0
Cagliari	sereno	mosso	16 5	9 2
Sassari	$^3/_4$ coperto	—	17 3	9 8

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. TUMINO RAFFAELE. *gerente responsabile.*